

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Climat-Le-Sommet-de-Copenhague-echec-fiasco-desastre,2230.html>

Nicolas Hulot : « On a manqué une occasion historique »

# Climat : le Sommet de Copenhague s'achève sur un échec

- Développement Durable en débat -



Date de mise en ligne : samedi 19 décembre 2009

---

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous  
droits réservés

---

**Après une folle journée de tractations**, *Copenhague* accouche d'un texte minimaliste. Cette déclaration politique a été le fruit de négociations menées essentiellement par les Etats-Unis, l'Inde, la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud. Elle ne comprend pas d'objectifs contraignants de réduction des émissions de gaz à effet de serre, renvoyés à 2010, et ne prévoit pas la création d'une instance internationale pour vérifier la mise en oeuvre des engagements de chaque pays. Dans la nuit, le sommet s'est terminé dans la confusion et la division : ce texte, jugé unanimement faible, est déjà contesté par plusieurs pays en développement et par des Etats insulaires. Résultat : faute de consensus entre les 193 pays réunis depuis le 7 décembre à Copenhague, le document de trois pages mis au point vendredi n'a pas formellement été entériné et les chefs d'Etat se donnent désormais rendez-vous à Mexico en 2010... En attendant nous vous proposons de découvrir le texte et les principales réactions.

## Ce que contient le texte de Copenhague

- ▶ **Une hausse des températures globales limitée à 2 °C** : Dans le document politique négocié, les dirigeants prévoient de limiter le réchauffement planétaire à 2 °C d'ici à 2050 par rapport aux niveaux pré-industriels, l'objectif affiché de la conférence sur le climat. C'est moins ambitieux que ce que réclament les petits Etats insulaires, représentés par Grenade et les Maldives, qui militaient avec les pays les moins avancés pour une hausse maximale de 1,5 °C par rapport aux niveaux pré-industriels.
- ▶ **Pas d'objectifs de réduction des émissions de CO2**. L'accord ne fixe pas d'objectifs chiffrés de réduction d'émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050. Pour les pays industrialisés, les objectifs de réduction d'émissions de CO2 d'ici à 2020 ne seront fixés qu'en janvier, après que chacun des pays industrialisés *"aura donné par écrit"* ses propres engagements, selon le président français, qui a précisé que l'Union européenne maintiendrait son objectif de réduire ses émissions de 80 % d'ici 2050. Cependant, l'UE ne reverra pas à la hausse son objectif de réduction à l'échéance 2020, qui sera de 20 % et non de 30 % comme l'espéraient certains négociateurs.
- ▶ **Selon un calcul des Nations unies, l'addition des promesses faites à ce jour publiquement par les différents pays conduirait à une hausse de la température moyenne de la planète de 3 °C, bien au-delà de l'objectif souhaité des 2 °C**. Une proposition annexée à l'accord appelle la communauté internationale à conclure un traité contraignant d'ici la fin de l'année prochaine.
- ▶ **Aide à l'adaptation des pays en développement** : Les chefs d'Etat ont accepté de consacrer 100 milliards de dollars par an d'aide aux pays en développement à compter de 2020 et d'examiner pour ce faire des financements innovants. Les Etats-Unis se sont engagés à verser 3,6 milliards de dollars d'aide aux pays les plus vulnérables d'ici 2012 pour les aider à s'adapter aux impacts du changement climatique. *"L'engagement collectif des pays industrialisés est d'apporter des ressources nouvelles et supplémentaires [à l'aide au développement]"* d'un montant total de 30 milliards de dollars, précise le texte. L'Union européenne avait déjà promis de verser 10,6 milliards de dollars sur les années 2010, 2011 et 2012 et le Japon a annoncé à Copenhague 11 milliards de dollars sur les trois ans.
- ▶ **Il n'y aura pas d'Organisation mondiale de l'environnement** : L'accord ne prévoit pas la création d'une Organisation mondiale de l'environnement qui aurait pu vérifier la mise en oeuvre des engagements de chacun, les contraignant légalement. Pour Nicolas Sarkozy, le volet juridique, absent de cette déclaration politique, sera à

nouveau débattu lors de négociations à Bonn que la chancelière allemande Angela Merkel organisera "dans six mois" pour préparer la prochaine conférence sur le climat de Mexico, fin 2010.

▶ **Point de friction majeur, en raison notamment du rejet chinois de toute intervention extérieure, la partie du texte sur la vérification internationale du respect des engagements pris est la plus longue du projet d'accord.** Elle précise que les économies émergentes doivent faire le bilan de leurs efforts et en rapporter aux Nations unies tous les deux ans. Des contrôles internationaux sont prévus pour répondre aux exigences occidentales de transparence mais le texte garantit le "respect de la souveraineté nationale". Une manière d'écarter tout contrôle contraignant.

▶ **Protection des forêts :** Le texte "reconnaît l'importance de réduire les émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, et la nécessité d'améliorer l'élimination de gaz à effet de serre par les forêts". Il prévoit des mesures "incitatives" pour financer la protection des forêts avec des fonds des pays développés.

▶ [Télécharger le texte de Copenhague \(version anglaise\).](#)

## Un accord annoncé trop vite ?

Obligé - ironie du sort - par la météo à décoller plus tôt que prévu pour Washington, Barack Obama a salué hier soir un accord « significatif » et « sans précédent ». Moins positif, Nicolas Sarkozy a quant à lui fait part de sa déception, tout en estimant « positif » cet accord, « même s'il n'est pas parfait ». Selon les deux chefs d'Etat, l'un des points à retenir était le consensus trouvé par les 192 pays qui participaient au sommet. « La totalité de ces engagements chiffrés sera présentée au mois de janvier », a expliqué le chef de l'Etat, qui est reparti dans la nuit pour Paris.

Une déclaration sans doute un peu prématurée : dans la nuit, nombre de déclarations sont venues démentir ce consensus. A la tête de la contestation, le petit archipel de Tuvalu, dont l'existence même est mise en danger par le réchauffement climatique, et qui estime que cet accord est « une poignée de petite monnaie pour trahir notre peuple et notre avenir ».

Finalement, faute de consensus, samedi matin, la conférence des Nations unies a « pris acte » de l'Accord de Copenhague. Un geste qui, selon Alden Meyer, directeur de l'Union of concerned scientists, « donne un statut légal suffisant pour rendre l'accord opérationnel sans avoir besoin de l'approbation des parties ». Cette validation constitue une première « étape essentielle », a estimé le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon.

## La fronde des pays du Sud : "un Holocauste pour l'Afrique"

La Bolivie a critiqué « les méthodes employées » pour obtenir cet accord, estimant que le premier ministre danois Lars Loekke Rasmussen, président de la conférence, avait « fait obstacle à la démocratie et à la transparence ». La déléguée du Venezuela l'a quant à elle accusé d'avoir « conduit un coup d'état contre les Nations unies ».

Cuba s'en est pris à Barack Obama, accusé de « s'être conduit comme un empereur et d'avoir « annoncé un accord qui n'existe pas ». De fait, contrairement aux annonces des pays du Nord, les 193 pays participant à la conférence n'ont pas approuvé la proposition.

C'est du Soudan, représentant l'Afrique, qu'est venue l'attaque la plus violente. Son délégué, Lumumba Stanislas Dia-Ping, a estimé que l'accord proposé « appelle l'Afrique à signer un pacte suicidaire ». « C'est une solution fondée sur des valeurs qui ont envoyé six millions de personnes dans les foyers en Europe », a-t-il poursuivi, sous les protestations des délégués européens et américains.

Principal grief du Sud : les conditions dans lesquelles cet accord a été trouvé. Le Nord aurait négocié en secret, en contradiction avec les règles des Nations Unies, où le multilatéralisme prévaut.

## Nicolas Sarkozy a perdu la bataille de Copenhague

**L'Europe, marginalisée par les Etats-Unis et les grands pays émergents, Chine en tête, a perdu la bataille du sommet de Copenhague sur le climat, qui se déroulait pourtant sur son sol.**

Mais au-delà d'un revers collectif pour l'Union européenne, c'est un revers personnel pour Nicolas Sarkozy qui s'est beaucoup impliqué dans la quête d'un accord ambitieux. Le président français avait tapé du poing sur la table jeudi pour réclamer une réunion de crise des principaux dirigeants de toutes les régions du monde pour débloquer les négociations.

Pour mémoire voici son intervention :

C'est lui qui avait fait le forcing, lors de la présidence française de l'UE en 2008, pour que les 27 adoptent un "paquet énergie-climat" censé en faire les pays les plus vertueux de la planète en matière de développement durable. Le président français avait aussi multiplié ces dernières semaines déplacements et rencontres pour constituer un front commun UE-pays pauvres et émergents face aux Etats-Unis et à la Chine. Résultat : les Européens ont finalement dû accepter un accord a minima, qui ne reprend ni l'objectif d'une réduction globale de 50% des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2050, ni l'idée d'une organisation mondiale de l'environnement.

Nicolas Sarkozy et ses partenaires européens se sont efforcés de faire bonne figure en présentant ce compromis comme un accord certes imparfait mais positif.

"Si on veut être efficace, il faut emmener tout le monde et (...) il faut accepter de faire des compromis", a expliqué hier soir le président français, tandis que ses conseillers, le ministre de l'Environnement Jean-Louis Borloo et la secrétaire d'Etat à l'Ecologie Chantal Jouanno faisaient plutôt grise mine. Pour les écologistes Yves Cochet et Yannick Jadot, présents à Copenhague, le résultat est désastreux. "L'Europe, qui voulait être à la fois la plus vertueuse et le leader, n'a pas réussi à influencer le texte dans le bon sens", souligne le député vert de Paris, qui dénonce une "incapacité d'anticipation lamentable". Yannick Jadot déplore une "crise de leadership" au sein de l'UE. "Les jeux d'ego de Sarkozy, Brown et Merkel ont créé d'énormes tensions", a-t-il déclaré à Reuters.

## Une "honte", un "désastre" pour les militants écologistes

**La déception est de taille pour les dizaines de milliers de militants écologistes qui ont fait entendre leur voix toute la semaine à Copenhague.** Jusqu'au bout, ils auront crié et chanté leur colère face à l'inaction des dirigeants du monde. "Je suis venu aujourd'hui ici pour exprimer ma colère face à la situation de ce sommet de la corruption de

Copenhague, déclare un jeune militant. *Nous ne sommes pas satisfaits du résultat*. "Pas de contrainte, aucun objectif à 2020 ni à 2050 : difficile d'imaginer pire conclusion pour la conférence de Copenhague", a déploré Greenpeace. Mais certains écologistes voient dans l'immense mobilisation de samedi dernier par exemple, quand près de cent-mille personnes ont marché dans Copenhague, le début d'un mouvement mondial de mobilisation pour le climat.

▶ **Nicolas Hulot** : « **On a manqué une occasion historique** ». "Ce n'est même pas une déception, tout le monde est consterné, réagissait samedi matin Nicolas Hulot depuis Copenhague. On a manqué une occasion historique", a expliqué le défenseur de la nature sur France Info. "Très sincèrement, deux ans d'activité diplomatiques pour en arriver là... La crise climatique se double d'une très profonde crise de la démocratie. Il y a une incapacité de coordonner les volontés. On a bradé l'avenir de nos enfants. On injurie vraiment le futur."

▶ « C'est un texte plus vide de sens qu'une brochure touristique et on ne peut pas donner suite à quelque chose qui n'a pas de substance », s'emporte ce matin, dans le Parisien-Aujourd'hui en France, Pascal Husting de **Greenpeace France**.

▶ Pour Nnimmo Bassey, président des **Amis de la Terre international** : "Copenhague est un échec misérable. La justice climatique a été oubliée et la déclaration finale condamne des millions de personnes, parmi les plus pauvres, à la faim, la souffrance et la mort avec l'accélération des changements climatiques. Nous sommes écoeurés par le refus des pays riches à assumer leurs responsabilités, notamment les États-Unis qui sont les plus grands pollueurs historiques. Ils sacrifient des nations entières pour perpétuer leur gabegie. Pour M. Obama, c'est le sommet de la honte ". [Pour lire la réaction des Amis de la terre, cliquez ici](#).

▶ Si Jean Jouzel, glaciologue et membre du groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, se réjouit dans le Journal du Dimanche que « les sceptiques (n'aient) pas réussi à se faire entendre » à Copenhague, il déplore le résultat. Pour remplir les objectifs, « il fallait imaginer un monde différent et cela n'a pas été évoqué ».

▶ Arnaud Gossement, porte-parole de **France Nature Environnement**, toujours dans le Parisien, veut croire « que ce sommet au résultat transparent servira d'électrochoc pour changer le système ».

▶ « La déclaration de principe négociée par un petit comité de dirigeants mondiaux ne résout en rien les désaccords qui ont bloqué les négociations depuis deux ans et constitue un déni de démocratie pour tous les pays qui n'ont pas été consultés dans son élaboration. Le texte ne donne aucune garantie que le péril climatique sera évité ou même que les pays les plus pauvres auront les moyens nécessaires pour s'adapter à la hausse des températures. N'offrant rien d'autre qu'une vague aspiration à rester sous la barre des 2°C, il renvoie à 2010 les décisions les plus difficiles et contraignantes sur les réductions d'émission et le financement », a déploré Romain Benicchio, responsable de plaidoyer Climat à Oxfam France - Agir ici, qui a suivi les négociations à Copenhague.

## Les réactions politiques en France

▶ Jusque là sur la réserve, la secrétaire d'Etat à l'Ecologie **Chantal Jouanno** déplore dimanche dans le JDD "l'attitude totalement fermée de la Chine et de l'Inde" pendant la négociation de Copenhague. Elle souligne également "la difficulté des Etats-Unis à aller loin dans les engagements". Mais, relève-t-elle, "toucher à la souveraineté des pays avec un système de décision à l'unanimité, c'est presque impossible". "Il saute aux yeux que le système de l'ONU, tel qu'il est, est obsolète", analyse-t-elle. "Nous avons un accord politique qui nous déçoit, qui n'est pas à la hauteur de ce que l'on souhaitait, mais qui reste quand même une étape importante". La secrétaire assure comprendre l'amertume des ONG "parce que cet accord n'est pas ce qu'on voulait, même si beaucoup

d'ONG reconnaissent que c'est la première fois que des pays comme la Chine, l'Inde et les Etats-Unis s'engagent. Nous sommes déçus, mais de plus en plus déterminés", conclut-elle.

▶ De son côté, le ministre de l'Ecologie **Jean-Louis Borloo** a estimé samedi sur France 3 que l'accord a minima marquait "le début d'un processus qui va être compliqué", mais qu'on est "est passé à côté du désastre absolu". "Je retiens un échec du système onusien, une déception sur les engagements de chacun à l'exception de l'Europe et de la France", a-t-il déclaré. Mais "il ne faut pas non plus dire aux Français qu'il ne s'est rien passé à Copenhague", a-t-il ajouté. "Il y a deux Copenhague en fait : il y a celui de l'ONU climat, classique, traditionnel" qui est "au bout de son système" à cause du "processus d'unanimité", a-t-il dit. Et il y a un "autre Copenhague", celui où dans une pièce "vous avez en même temps le Premier ministre indien, le Premier ministre chinois, Barack Obama, Nicolas Sarkozy et le président des Maldives" qui "décident trois ou quatre points forts". La "mutation du monde ne se fait pas comme ça", a-t-il souligné.

▶ **Yannick Jadot**, au nom des députés européens **Europe Ecologie** présents à Copenhague, réagit aux dernières annonces au Sommet du Climat : "Les dirigeants des grands pays ont échoué lamentablement. Et plutôt que d'assumer leur échec devant les pays les plus vulnérables qui n'ont pas pris part aux discussions finales, ils sont partis par la petite porte. Pas de photo de famille. Pire : ils nous font croire à un « succès » en mentant à l'opinion publique. Ainsi Nicolas Sarkozy a, pendant sa conférence de presse, déclaré que l'« Accord de Copenhague » est un « succès » car, par exemple, il deviendra juridiquement contraignant en 2010. Faux. L'« Accord de Copenhague » ne dit rien là-dessus. Idem pour la prétendue affectation des financements pour les forêts ou l'Afrique. Quant à une Organisation Européenne de l'Environnement, elle existe déjà et s'appelle l'Agence Européenne de l'Environnement. Et les fonds nouveaux promis aux pays les plus pauvres ne sont pas garantis : l'aide pour les trois prochaines années sera allègrement prise sur l'aide au développement actuelle. Comment espérer mobiliser les citoyens en juin quand les négociateurs de l'ONU se retrouveront à Bonn ? Comme leur faire croire que les Chefs d'Etat peuvent prendre des décisions courageuses après tous ces mensonges ?". [Pour lire en intégralité la déclaration de Yannick Jadot, cliquez ici.](#)

▶ **Pour le parti des Verts** : "Le résultat est aussi désespérant que les enjeux étaient d'importance. La Chine et Obama sont les coupables numéro un, mais l'Europe a péché par sa désunion et son absence de leadership", a estimé samedi Djamilia Sonzogni, porte-parole des Verts dans un communiqué.

▶ **Martine Aubry, première secrétaire du PS** : "Ce qui fait défaut à Copenhague, c'est la volonté de changer les règles de production et de partage des richesses". "Les responsabilités de ce fiasco sont multiples". "L'échec est aussi celui des pays industrialisés à proposer aujourd'hui aux pays du sud, les émergents comme les plus pauvres, un autre modèle de développement que celui qui a justement conduit le monde là où il est". "L'incapacité à trouver un compromis à la hauteur de la menace confirme qu'il n'est pas possible de concilier, d'une part les règles économiques mondiales actuelles, dominées par la compétition économique sans frein et le dumping entre les pays et, d'autre part, les exigences écologiques". "Dans ce contexte, il est urgent que l'Union européenne retrouve le rôle moteur qu'elle avait joué à Kyoto".

▶ **Brice Lalonde, ambassadeur de France pour le climat** : "Un seul grand pays (la Chine) s'est opposé" à l'accord. "Les procédures (des Nations unies) nous menaient dans l'impasse. Les chefs d'Etat se sont mis à la tâche pour essayer de nous aider", ajoute-t-il en se disant "profondément blessé par les soupçons portés contre nous".

▶ **Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche** : "Copenhague apparaît d'ores et déjà comme un échec brutal et immédiat, aux conséquences durables. L'égoïsme des États a dominé cette conférence qui aurait dû être un moment de rassemblement. Avec de tristes affrontements entre pays développés et pays à forte croissance, le tout au détriment des pays les plus pauvres". "L'activisme français n'a rien pu modifier, l'engagement européen non plus ; voilà une Union Européenne affaiblie pour ne pas dire aphone". "la situation (climatique) exige des



accords directs entre les forces économiques, sociales et écologiques pour avancer sur le terrain quoi qu'il arrive du côté des États par ailleurs".

▶ **Aurélie Filippetti, secrétaire nationale du PS aux questions énergétiques** : Cet accord "se résume à un catalogue de bonnes intentions". "L'absence de l'objectif de 50% de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 est un échec lourd de conséquences". "Les chefs d'Etat et l'ONU qui ont été incapables de se mettre d'accord sur une menace qui concerne toute l'Humanité portent ainsi une grave responsabilité devant les générations futures".

## La revue de presse : Déception pour Le Monde

▶ **Comme un mirage. Editorial de Laurent Joffrin publié dans Libération (19/12/09).** <span class='spip\_document\_3780 spip\_documents spip\_documents\_right' style='float:right;'>

*"Quelle chienlit ! On croyait la douce anarchie réservée à cette mouvance protestataire et utopiste qu'on appelle l'altermondialisme ; on moquait les motions byzantines votées par les partis écologiques perdus dans d'obscures tractations. Il faut croire que ce désordre démocratique est contagieux. Préparée depuis des mois, voire des années, la conférence de Copenhague devait abriter une négociation huilée et professionnelle, patiemment déminée par une armée de sherpas surdiplômés. Voilà qu'elle débouche sur une pantalonnade ronflante, dans laquelle les puissants de ce monde sont incapables de prendre les décisions claires et volontaires qui s'imposent et ne parviennent à accoucher que d'un accord a minima qui sauve à peine les apparences. Il faut bien en faire l'amer constat : quand il s'est agi de secourir le système bancaire, la concertation a été autrement efficace et déterminée. Il est manifestement plus facile de sauver la finance que de sauver la planète. Bien sûr, on s'est mis d'accord sur un texte. Tous les gouvernements convergent sur un diagnostic et se rassemblent en parole sur la nécessité de se libérer progressivement des énergies fossiles. Mais le déroulement de ce sommet suscitera une cruelle déception chez tous les citoyens d'une planète menacée. La coopération planétaire dont on pouvait rêver, sans trop y croire, s'éloigne de nouveau comme un mirage. La prochaine fois, peut-être..."*

▶ **Déception. L'éditorial du Monde (19/12/09).** "Difficile de cacher un profond sentiment de déception. Difficile de ne pas éprouver l'impression d'un échec aux conséquences graves pour ce qui devait être au coeur de la conférence de l'ONU réunie depuis deux semaines à Copenhague, et qui s'est achevée le samedi 19 décembre : la lutte contre le réchauffement climatique - rien de moins, en somme, que la préservation de l'état de la planète pour les générations futures. Mais telle est bien la réaction dominante en Europe - celle d'un ratage pour les pessimistes, d'un demi-ratage pour les optimistes -, alors que les quelque 192 pays réunis à Copenhague devaient encore recevoir, en assemblée plénière, un texte a minima concocté par une vingtaine d'entre eux. Le diagnostic est vite établi. En négatif. Ce texte ne reprend pas l'objectif global, que s'était fixé la conférence, d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre, jugées responsables du réchauffement, de 50% d'ici à 2050, par rapport à leur niveau de 1990. De l'avis majoritaire des experts, seul ce niveau de baisse des émissions de CO2 serait en mesure de maintenir en deçà de 2% le réchauffement de la planète d'ici à 2050. Or, au-delà de 2%, les conséquences risquent d'être dévastatrices... Le texte se borne à enregistrer l'engagement individuel des Etats à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. On est dans la bonne volonté et la déclaration d'intention, pas dans un document précis et contraignant. Le texte ne reprend d'ailleurs pas l'idée d'une organisation mondiale de l'environnement chargée d'assurer un minimum de contrôle des dégagements de CO2. Que s'est-il passé ? L'Europe défendait des objectifs ambitieux qu'elle n'a pas su, pas pu, faire partager. Elle a été marginalisée face à une coalition qui témoigne

*de la répartition du pouvoir politique dans le monde d'aujourd'hui : les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud. La Chine est au coeur de l'échec de Copenhague. Pour des raisons de compétitivité économique, Pékin ne veut pas imposer à ses industriels des normes environnementales trop restrictives. Mais, beaucoup plus encore, la Chine ne supporte pas l'idée d'un contrôle international chez elle. Dans le monde d'aujourd'hui, sur des questions de l'ampleur de celles du climat, s'il n'y a pas au préalable un accord entre la Chine et les Etats-Unis - le fameux G2 -, il ne se passe pas grand-chose. Et encore moins s'il faut décider à 192, procédure onusienne inapplicable et totalement inadaptée, comme l'a montré l'étonnante foire d'empoigne qui vient de s'achever à Copenhague".*

## Revivez le dernier jour des négociations à Copenhague heure par heure

**Les chefs d'Etat ont mené vendredi d'ultimes tractations sous haute tension pour tenter d'arracher un accord mondial sur le climat, à l'issue de deux semaines de négociations chaotiques à Copenhague. Résultat : Un texte minimaliste. A défaut de sauver le climat, les chefs d'Etat ont voulu sauver la face. Revivez heure par heure le déroulement de cette journée qui devait être historique et qui se termine par un fiasco. [Pour en savoir plus, lire notre article en cliquant ici.](#)**

*Post-scriptum :*

*Sources de l'article : AFP - Reuters - Le Monde - Libération - Europe Ecologie - Les Amis de la Terre*